

Création de revenus par une production durable de café au Kenya

Johannes Woelcke (jwoelcke@worldbank.org)
et Timm Tennigkeit (timm.tennigkeit@unique-forst.de)

DES COOPÉRATIVES DE PRODUCTEURS de café au Kenya bénéficient d'un financement carbone à travers le Fonds Biocarbone de la Banque mondiale. Le financement rémunère la réduction d'émissions de gaz à effet de serre liée à l'adoption de pratiques de gestion durable des terres agricoles.

► Cet article est la synthèse et la traduction de la version anglaise « *Harvesting agricultural carbon in Kenya* », écrite par Johannes Woelcke, agro-économiste au sein de la direction Agriculture et développement rural de la Banque mondiale, et Timm Tennigkeit, associé principal de « *Unique forestry consultants* » en Allemagne.

Session de formation sur le suivi carbone au Kenya

DANS LA RÉGION du mont Kenya, le développement économique est étroitement lié au cours du café. Lorsque les cours du café ont chuté en 1997, les paysans ont délaissé les itinéraires techniques recommandés, entraînant ainsi une diminution du rendement et de la qualité. Depuis 2007, les cours du café sont remontés mais seules les grandes plantations kényanes ont pu faire les investissements nécessaires pour en tirer parti.

Les pratiques de gestion durable des terres, un potentiel de puits de carbone important. La coopérative des petits producteurs de Komothai, près du mont Kenya, produit du café depuis des générations. La majorité des 9 000 membres de la coopérative possède environ 0,3 hectare de café et environ 0,3 hectare pour l'agriculture de subsistance dominée par le maïs. Le président de l'association de producteurs est convaincu que l'adoption de pratiques de gestion durable des terres (GDT), qui amélioreraient la productivité et la qualité du café, est la voie la plus prometteuse de développement pour les petits planteurs de café kényans.

Les techniques de GDT — l'agroforesterie, le paillage, les techniques de conservation des sols et de l'eau — visent à prévenir la dégradation des terres,

restaurer les terres dégradées et réduire le besoin de nouvelles conversions de forêts naturelles. Elles permettent aux agriculteurs de diminuer les émissions de gaz à effet de serre (GES) et d'accroître la séquestration de carbone et le maintien des stocks de carbone à la surface et dans les sols tout en améliorant également leur production alimentaire et leurs conditions de vie.

Ouverture de l'accès au marché mondial du carbone pour les petits exploitants.

Le gouvernement du Kenya a approché la Banque mondiale pour accéder au marché du carbone sur la base d'activités de GDT. En effet, à travers son Fonds Biocarbone, la Banque mondiale dispose d'un outil de financement de l'atténuation des émissions de GES pour l'agriculture familiale de cette zone de production. La société Ecom Agroindustrial Corp (EAC), négociant international de café, s'est impliquée dans ce projet innovant de financement carbone en partenariat avec la Coopération technique allemande (GTZ). EAC apporte un appui à la coopérative des producteurs de Komothai et à deux autres coopératives pour passer d'un café de faible qualité, issu de la culture en plein soleil, à un café sous ombrage. La GTZ appuie EAC pour la certification de ce café produit selon un système de culture qui permet de réduire la vulnérabilité des paysans face aux changements climatiques grâce à la GDT. La Banque mondiale, à travers le Fonds Biocarbone, prévoit d'acheter les réductions d'émissions basées sur l'adoption de ces pratiques.

L'adoption des pratiques de GDT réduira les émissions de 3,5 tCO₂éq/ha/an¹, soit plus de 30 000 tCO₂éq/an dans toute la zone du projet. Les producteurs de carbone certifié pour le marché volontaire du carbone perçoivent actuellement 3 à 5 dollars US/tCO₂éq. Dans le cadre du Mécanisme de développement propre (MDP), la séquestration de GES liée aux

modes d'utilisation des terres agricoles n'est pas éligible au titre de réductions d'émissions et l'échange n'est possible que sur le marché volontaire du carbone. Philip Valentine, agronome d'EAC, s'attend à ce que les pratiques de GDT augmentent le rendement de 1,5 à 5 kilogrammes de cerises mûres par arbre sans ajout d'engrais minéral. Ces pratiques peuvent aussi améliorer la capacité d'adaptation des systèmes de productions agricoles aux variabilités du climat. Par exemple, les pratiques d'agroforesterie réduisent la pression sur la ressource en eau tandis que les techniques de paillage améliorent la capacité de rétention d'eau des sols.

Développement d'une méthodologie de comptabilisation du carbone.

Le caractère pilote de ce projet amène à concentrer les efforts sur sa réussite et sa reconnaissance technique. Il faut ainsi définir une méthodologie scientifiquement reconnue, permettant de comptabiliser et suivre l'évolution des stocks de carbone. Dans le domaine agricole, le principal potentiel d'atténuation réside dans la séquestration de carbone par le sol. Quantifier ces réductions d'émissions ne nécessite pas forcément des techniques de mesures du carbone du sol très coûteuses. Le projet applique une approche d'auto-évaluation de la part des paysans, basée sur le suivi de l'adoption des pratiques de GDT et sur une vérification indépendante par un tiers. La quantité de carbone séquestrée est calculée à l'aide de valeurs par défaut des changements de stocks de carbone en fonction des zones agro-écologiques et des types de sols. Le modèle Century est largement utilisé pour développer ces valeurs par défaut. La méthodologie sera soumise au Voluntary carbon standard (VCS) pour accord. Par la suite, elle pourra être utilisée par tout autre promoteur souhaitant dupliquer le projet, d'autant plus que ce pilote vise à montrer que les réductions d'émissions dans le secteur agricole sont réelles et mesurables et peuvent contribuer à un apport intéressant de revenus pour les petits exploitants. ■



1. Tonnes de CO₂ équivalent par hectare par an.